



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

-7 JAN 1913

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 4 JANVIER 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 5037

Nomination

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 31 décembre 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer conseil en loi du Roi, par commission sous le grand sceau de la province, M. Paul Lacoste, avocat, de la cité de Montréal, district de Montréal. 33

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES.

Québec, 23 décembre 1912.

Ordonnance pour fermeture du chemin longeant la rive nord-ouest du Lac des Sables, depuis le lot No 7 inclusivement jusqu'au lot No 24 inclusivement, du rang 3 sud-ouest, du canton Chavigny ;

Attendu que le conseil municipal de la paroisse

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 4th JANUARY, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 5038

Appointment

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 31st December, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, by commission under the great seal of the province, Mr. Paul Lacoste, advocate, of the city and district of Montreal, King's Counsel. 34

Government Notices

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND FISHERIES

Québec, 23rd December, 1912.

Order for the closing of the road running along the north west bank of Lac des Sables, from lot No. 7 inclusively to lot No 24 inclusive, of the 3rd south west range, of township Chavigny.

Whereas the municipal council of the parish of

118434

8161 NOV 1913

-7 JAN 1913

de Saint-Rémi du Lac au Sable, dans le comté de Portneuf, par une résolution en date du 3 septembre 1912, demande la permission de fermer le chemin longeant la rive nord-ouest du Lac des Sables, depuis le lot No 7 inclusivement jusqu'au lot No 24 inclusivement, du 3e rang sud-ouest du canton Chavigny ;

Copie de la dite résolution ayant été déposée dans les archives du ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries, sous le No 8685 des lettres reçues pour l'année 1912 ;

Attendu que la raison alléguée à l'appui de la dite demande est que ce chemin n'est plus d'aucune utilité et est même devenu dangereux en certains endroits, par suite d'éboulis de roc et de terre ;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 2065 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce chemin ne peut être fermée sans une ordonnance du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-Rémi du Lac au Sable, comté de Portneuf, en ma qualité de Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, j'autorise la fermeture du chemin ci-dessus mentionnée, et ordonne que les terrains qu'il occupe, retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

C. R. DEVLIN,
Ministre de la Colonisation, des
Mines et des Pêcheries.

Québec, 23 décembre 1912. 31

La compagnie "Rumely Products Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Errol M. McDougal, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 23 décembre 1912.

La compagnie "Expanse Lumber Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Fort Coulonge.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James W. Hennessy, de Fort Coulonge.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 20 décembre 1912. 13

La compagnie "Union Jewelry Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

Saint Remi du Lac au Sable, in the county of Portneuf, by a resolution, dated the 3rd September, 1912, applies for the permission to close the road running along the north west bank of Lac des Sables, from lot No. 7 inclusive to lot No 24 inclusive, of the 3rd south west range of township Chavigny ;

Copy of the said resolution having been filed in the archives of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, under number 8685 of letters received for the year 1912 ;

Whereas the reason alleged in support of the said application in that this road is no longer of any use and has even become dangerous in certain places, on account of slides of rock and earth ;

Whereas it is expedient to grant said application and that under article 2065 of the revised statutes of the Province of Quebec, 1909, said road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, government money having been expended thereon ;

Therefore, to comply with the desire of the municipal council of the parish of Saint Rémi du Lac au Sable, county of Portneuf, in my capacity of Minister of Colonization, Mines and Fisheries, I authorize the closing of the road, hereinabove mentioned and order that all the lands it occupies, be returned to their formed proprietors or successor.

C. R. DEVLIN,
Minister of Colonization,
Mines and Fisheries.

Quebec, 23rd December, 1912. 32

The "Rumely Products Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Errol M. McDougal, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 23rd December, 1912.

"The Expanse Lumber Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in his province.

Its chief place of business, in the province, is at Fort Coulonge.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James W. Hennessy, of Fort Coulonge.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 20th December, 1912. 14

The company "Union Jewelry Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Saint-Tite, comté Champlain.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Joseph Ouellet, de Saint-Tite, comté de Champlain.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 23^e décembre 1912. 3

Québec, 27 décembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par René Faribault, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant dans la cité et district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Cléophas-Edouard Leclerc, en son vivant notaire public, des cité et district susdits. 5

No 3012.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 17 décembre 1912.

Le surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Cécile de Milton, comté de Shefford, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile de Milton, les Nos 6A, 6B, 6C, 7A, 7B, 7C et 7D du premier rang du canton Milton, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Pudentienne, paroisse, même comté.

5231-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. J. Alexandre Carignan, marchand, Téléphore Richard, hôtelier, Cléophas Hermilien Moineau, hôtelier, Zéphirin Fournier, commis, Jos. Emile Dessurault, commis, de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Exploitation d'un théâtre, vues animées, vaudeville, drame, comédie, opéra ;

Engager, louer les services de troupes, compagnies dramatiques et compagnies d'opéra ;

Transiger, négocier avec toute autre compagnie faisant le même genre d'affaires et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce et à l'exploitation d'un théâtre ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Exploiter des lieux d'amusements ;

Louer, sous-louer, par contrat ou autrement de salles en entier ou par partie pour des fins de théâtre, vues animées, d'amusements, d'assemblée et de commerce ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débiteures ou sur d'autres garanties convenables ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter ;

Acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre, aliéner, totalité ou partie de ses propriétés ;

Agir comme agent pour toute société ou personnes faisant les mêmes affaires ;

Manufacturer, acheter, importer, exporter, vendre toutes sortes d'articles de théâtre, de vues animées et généralement tous articles compris dans l'exploitation d'un théâtre ou de vues animées, sous le nom de "La Compagnie Théâtrale de Trois-Rivières, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cent piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Its chief place of business, in the province, is at Saint Tite, county of Champlain.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Joseph Ouellet, of Saint Tite, county of Champlain.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 23rd December, 1912. 4

Quebec, 27th December, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by René Faribault, esquire, notary public, practising and residing in the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Cléophas Edouard Leclerc, in his lifetime notary public, of the aforesaid city and district. 6

No. 3012.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th December, 1912.

The superintendent of Public Instruction gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Sainte-Cécile de Milton, county of Shefford, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte-Cécile de Milton, the Nos. 6A, 6B, 6C, 7A, 7B, 7C and 7D of the first range of the township of Milton, and to annex the whole of the said territory to the school municipality of Sainte-Pudentienne, parish, same county. 5232

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 27th day of December, 1912, incorporating Messrs. J. Alexandre Carignan, merchant, Téléphore Richard, hotel keeper, Cléophas Hermilien Moineau, hotel keeper, Zéphirin Fournier, clerk, Jos. Emile Dessurault, clerk, of the city of Three Rivers, for the following purposes :

The exploitation of a theatre, moving pictures, vaudeville, drama, comedy, opera ;

To hire, lease the services of troupes, dramatic and opera companies ;

To deal and negotiate with any other company engaged in the same business, and generally carry on the operations necessary to the business and exploitation of a theatre ;

To exploit amusement resorts ;

To lease, sub-lease by contract or otherwise the whole or parts of halls for theatrical, moving pictures, amusement, meeting and commercial purposes ;

To borrow money on notes, obligations, hypothecs, debentures or other suitable securities ;

To sell shares to other companies and redeem same ;

To buy shares from other companies and resell same ;

To sell, alienate the whole or part of its properties ;

To act as agents for any association or persons engaged in the same business ;

To manufacture, buy, import, export, sell all kinds of theatrical and moving pictures articles, and generally all articles used in the operation of a theatre or moving pictures, under the name of "La Compagnie Théâtrale de Trois-Rivières, Limitée," with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

19

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de décembre 1912, à la compagnie "La Société Coopérative de Frais Funéraires", incorporée par lettres patentes originales, en date du seizième jour d'août 1895, par lesquelles elle est autorisée à continuer ses affaires sous la nouvelle loi, avec ses pouvoirs déjà énumérés dans les dites lettres patentes, et, en plus les pouvoirs additionnels suivants :

Faire les affaires de directeurs, entrepreneurs et embaumeurs funéraires dans toutes leurs branches, et faire, manufacturer tous les articles ayant rapport aux affaires d'entrepreneurs et directeurs de pompes funèbres, d'embaumement et de crémation, en disposer et en faire le commerce.

Mettre en opération un système coopératif d'inhumation en faisant des arrangements avec les personnes, familles et institutions, par lequel, pour le paiement ou autrement d'une somme ou sommes d'argent convenus, la société se chargera d'inhumer, sans frais le corps de la personne, ou les corps des personnes contractant ainsi avec la dite société.

Acheter, vendre des fleurs et tributs floraux pour servir aux funérailles ou crémation y ayant rapport, et de plus d'augmenter son fonds social jusqu'au montant de cent mille piastres (\$100,000.00), divisant le nouveau fonds social de soixante et dix mille piastres (\$70,000.00), en sept cent (700) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD

15

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21ème jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Raoul Charles Déry, courtier en immeubles, Albert Déry, négociant, Joseph Henri Venne, commis, Alfred Roy, comptable, et Eva Caron, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles, acheter, posséder, améliorer, cultiver, louer, vendre et échanger des immeubles des terrains et des terres cultivées ou non cultivées et en faire le commerce ou en disposer autrement et pour ces fins payer et placer le capital de la compagnie sur achat d'immeubles et terrains et sur leur développement et leur amélioration s'il est jugé utile et nécessaire et faire généralement toutes les affaires de courtiers en immeubles ;

Avoir le droit de faire des avances aux acquéreurs des terrains de la compagnie et autres personnes pour les fins de construction et autres améliorations et prendre et détenir des hypothèques, garanties et cautionnement pour garantir ces avances et prêts et pour le prix d'achat de ces terrains ;

Sur les terrains de la compagnie faire et construire des chemins, des ponts, des maisons, des fabriques et autres travaux propres à leur amélioration et leur mise en valeur ;

Vendre tout ou partie des immeubles et biens de la compagnie pour les considérations que la compagnie jugera à propos et recevoir en paiement de l'argent, des actions, des débetures ou en garantie de toute autre compagnie ayant des objets similaires à celle-ci ;

Acheter, exploiter, louer et vendre des forces

The principal place of business of the said company, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

20

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of December, 1912, to the company "La Société Coopérative de Frais Funéraires", incorporated by original letters patent, dated the sixteenth day of August, 1895, by which the said company is authorized to continue carrying on its business under the new act, with the powers already enumerated in the said letters patent, and, in addition thereto, with the following additional powers :

To carry on business as funeral director and embolmer, undertaker in all branches thereof, and to make, manufacture, deal in all articles incidental to the business of funeral directors and undertakers, embalming and cremating, and dispose thereof ;

To operate a burial cooperative system by making arrangements with persons, families or association, under which for the payment, or otherwise, of a sum or sums of money agreed upon, the association will bind itself to bury, free of costs, the body of the person, or the bodies of the persons entering into such a contract with the said association ;

To buy and sell flowers and floral offerings used in funerals or cremations or incidental thereto, and further to increase its capital stock up to the amount of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), dividing the new capital stock of seventy thousand dollars (\$70,000.00), into seven hundred (700) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

16

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1912, incorporating Messrs. Raoul Charles Déry, realty broker, Albert Déry, trader, Joseph Henry Venne, clerk, Alfred Roy, accountant, and Miss Eva Caron, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in real-estate, buy, hold, improve, cultivate, lease, sell, exchange, deal in or otherwise dispose of lots and lands, cultivated or uncultivated, and for that purpose to pay out and invest the capital of the company in the purchase of real estate and lots and for their development and improvement, if such is deemed useful and necessary and to generally carry on the business of realty brokers ;

To have the power to make advances to the purchasers of the lands of the company and other persons for building purposes or other improvements, and take and hold hypothecs, securities and liens to secure such advances or loans and the purchase price of said lands ;

To make and construct on the lands of the company, roads, bridges, houses, manufactories and other works deemed fit to improve such lands or enhance their value ;

To sell the whole or part of the immoveable or property of the company for the consideration that the company may think fit and to receive in payment or security thereof cost, shares or debentures of any other company having objects similar to those of the company ;

To buy, exploit, lease and sell hydraulic powers

hydrauliques ou toute autre source de lumière, chaleur ou force motrice et tout ce qui s'y rapporte ;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie jugera avantageuse et pouvant augmenter la valeur de la propriété ou des droits de la compagnie et faire toute autre chose se rapportant aux fins ci-dessus et pouvant les atteindre ;

Construire des maisons sur ses terrains et les louer, vendre ou échanger ;

Payer pour services rendus, pour biens achetés, terrains et franchises, avec des débiteures ou des actions acquittées de la compagnie, en tout ou en partie ;

Exercer l'industrie de marchands et producteurs de plantes, graines, fleurs et produits de pépinière pour les acquéreurs de terrains et le marché généralement ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, pour coopération, pour concession réciproque et prendre et acquiescer autrement des actions et garantie de telle compagnie, les vendre, détenir ou en faire le commerce ou disposer autrement ;

Acheter, posséder, transporter en garantie et vendre des actions, du stock, des débiteures ou garantie d'aucune autre compagnie avec des fins similaires ou faisant des affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire tous les actes nécessaires à atteindre les fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Immobilière Montmartre, Limitée", avec un capital de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre mille cinq cents (4,500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

1 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six décembre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, de Québec, Clovis Caron, registraire, de Louiseville, Wilfrid Baron Lafrenière, marchand, de Maskinongé, Emile Martial Chapdelaine, notaire, de Saint-Justin, et Pierre Gélinas, marchand, de Louiseville, dans les buts suivants :

Faire affaires comme électriciens, ingénieurs mécaniciens et manufacturiers ;

Acquiescer, posséder, aliéner, et exploiter dans les limites des comtés Saint-Maurice, Maskinongé, et Berthier un ou plusieurs pouvoirs d'eau dans le but de produire l'énergie électrique suffisante aux susdites opérations ;

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation, des contrats relatifs à un service d'éclairage ou de pouvoir électrique ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée ;

Aussi faire le commerce de farine, grain, provision sous toutes ses formes, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Louiseville, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Louiseville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

17 Sous-secrétaire de la province.

or other means of lighting and heating or motive power and all things incidental thereto ;

To carry on any other industry, manufacturing or otherwise, that the company may think advantageous or capable of increasing the value of the property or rights of the company and do any other things incidental or conducive to the hereinabove purposes ;

To build houses on its own lands and lease, sell or exchange same ;

To pay for services rendered, property bought, lands and franchises, with debentures or paid up shares of this company, in whole or in part ;

To carry on the industry of dealer in and producers of plants, grains, flowers and nursery plants for the purchasers of lots of lands and the market in general ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of this company and enter into any arrangement for sharing profits, cooperation, reciprocal concession, and take or otherwise acquire shares and securities of such company, sell, hold, deal in or otherwise dispose of same ;

To purchase, hold, transfer as security and sell shares, the stock, debentures or securities of any other company having similar purposes or carrying on businesses capable to be conducted for the benefit of this company ;

To do all acts necessary to attain the purposes of this company, under the name of "La Compagnie Immobilière Montmartre Limitée", with a capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four thousand five hundred (4500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of December, 1912, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, of Québec, Clovis Caron, registrar, of Louiseville, Wilfrid Baron Lafrenière, merchant, of Maskinongé, Emile Martial Chapdelaine, notary, of Saint Justin, and Pierre Gélinas, merchant, of Louiseville, for the following purposes :

To carry on business as electricians machinists and manufacturers ;

To acquire, hold, alienate and exploit within the limits of the counties of Saint Maurice, Maskinongé and Berthier, one or more water powers, for the generation of electrical energy sufficient for the above operations ;

To do all acts, exercise all powers and carry on all operations as are conducive to the attainment of the purposes for which this company is incorporated

Also to carry on a flour, grain and provision business, in all branches thereof, under the name of "La Compagnie Electrique de Louiseville, Limitée", with a capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety (499) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the business of the corporation, will be at Louiseville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

18 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de décembre 1912, constituant en corporation M^{re}. Charles A. Thomson, agent manufacturier, John Davidson, gérant, Joseph Hector Ludovic Pelletier, comptable, Louis Adolphe Mongenais, agent, et William Metcalfe, aérant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer toute sorte de briques, blocs, pierre artificielle, tuiles, terracota et toute sorte de matériaux de construction, les produits du sol et des lits de rivières, manufacturés ou naturels et les vendre ou en disposer ;

Acquérir des affaires semblables et donner en paiement des actions émises par la compagnie ;

Recevoir en paiement d'actions émises par la compagnie, des biens, meubles ou immeubles ou toute autre valeur ;

S'unir ou s'amalgamer avec toutes autres compagnies faisant les mêmes affaires ;

Acheter des terrains et construire les bâtisses et les chemins nécessaires en rapport à l'industrie, et en général faire toutes autres choses qui peuvent être accessoires ou utiles à l'acquisition des aucts objets, ou d'aucun d'eux, sous le nom de "Canadian Concrete Products Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de décembre 1911.

C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

5305-2

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre 1912, constituant en corporation M^{re}. Joseph Godias Télesphore Charland, industriel et maire de la ville de Lauzon, de la dite ville, François Xavier Guillaume Charland, ancien constructeur de navire, George Stinger Hunton, agent d'immeubles, Henri Rioux, mécanicien, Alphonse Rioux, négociant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, vendre, hypothéquer, changer, donner, céder, transporter, transiger, et louer pour les considérations que la compagnie jugera convenables, en tout ou en partie, les terres connues sous les numéros cent soixante et cent soixante et un (160-161), du cadastre officiel de la partie est du village de Lauzon, et les numéros cent soixante et un et cent soixante et deux (161-162), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, avec droit de passage dans la rue Saint-Marcel, pour conduire des dites terres à la rue Saint-Joseph, sous le nom de "The Lauzon Dry Dock Land Company Limited", avec un capital de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Lauzon.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

5293.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de décembre 1912, constituant en corporation M^{re}. John Augustine Mann, avocat et Conseil en Loi du

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first of December, 1912, incorporating Messrs Charles A. Thomson, manufacturers agent, John Davidson, manager, Joseph Hector Ludovic Pelletier, accountant, Louis Adolphe Mongenais, agent, and William Metcalfe, superintendent, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture all kinds of bricks, blocks artificial stone, tiles, terracota and all kind of building materials, the produce of the soil and river beds manufactured or natural and to sell and dispose of same ;

To purchase similar business and give in payment shares issued by the company ;

To receive in payment of shares issued by the company, real estate, moveables or any other value ;

To merger or amalgamate with other companies keeping similar business ;

To purchase land and construct necessary building and roadways in connection with the industry, and generally to do all such other thing as are incidental or conducive to the attainment of the objects aforesaid or any of them, under the name of "Canadian Concrete Products Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000 00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100 00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

5306

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1912, incorporating Messrs. Joseph Godias Télesphore Charland, manufacturer and mayor of the town of Lauzon, of the said town, François Xavier Guillaume Charland, ex ship-builder, George Stinger Hunton, real estate agent, Henri Rioux, machinist, Alphonse Rioux, trader, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, sell, hypothecate, exchange, give, grant, transfer, deal in and lease for the consideration that the company may deem convenient, in whole or in part, the lands known under numbers one hundred and sixty and one hundred and sixty one (160 and 161), of the official cadastre for the east part of the village of Lauzon, and numbers one hundred and sixty one and one hundred and sixty two (161 and 162), of the official cadastre for the parish of Saint Joseph de Lévis, with right of way in Saint Marcel street, leading from the said lands to Saint Joseph street, under the name of the Lauzon Dry Dock Land Company Limited, with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000 00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Lauzon.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

5294

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1912, incorporating Messrs. John Augustine Mann, advocate and King's Counsel, Cecil

Roi, Cécil Gordon MacKinnon, avocat, Thomas Barnard Gould, solliciteur, Henry Robert Mulvena et Thomas Joseph Coonan, étudiants, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer, ou acquérir autrement, et détenir, posséder, employer, exploiter, introduire, vendre et céder des patentes, droits de patentes, marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce, licences, inventions et secrets d'améliorations, en faire le commerce ou en disposer autrement ;

Acquérir de "The Cabinet Directory Co. Ltd" ou de ses représentants et ses ayant-droits, les droits de territoire de patente, la patente No 141821 pour cabinets mécaniques, et les payer en argent, stock, obligations ou autres garanties de la compagnie ;

Faire les affaires d'annonceurs, agents d'annonces, courtiers d'annonces, et posséder et exploiter tout plan d'annonces ou invention ;

Manufacturer, vendre des fournitures, appareils, cabinets à tiroirs ou en disposer autrement, et faire les affaires de manufacturiers et commerçants de bois de construction, bois et métaux et de tous les articles dans la manufacture desquels le bois ou métaux sont employés ;

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement tous terrains, bâtisses, droits ou biens, meubles ou immeubles qui peuvent être requis pour les fins de la compagnie, ou capables d'être employés convenablement en rapport avec aucun des objets d'icelle, et les vendre de temps à autre, selon que la compagnie jugera à propos, et en disposer ;

Acheter ou acquérir autrement, détenir, vendre des actions du capital, obligations, débetures, ou autres garanties de toute autre corporation, ou en disposer autrement ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport aux affaires ou objets de la compagnie et nécessaires pour permettre à la compagnie d'exploiter son entreprise avec profit ;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre et assumer tous ou aucune partie des actifs, affaires, biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute personne, société ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou toutes affaires semblables, ou possédant des biens convenables pour les fins des affaires de cette compagnie, et les payer en argent, stock, obligations ou autres garanties de cette compagnie, et posséder tous ou aucune partie des biens ainsi achetés ou acquis, ou en disposer en aucune manière ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant maintenant ou pouvant faire ou être engagée à l'avenir dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée en icelles ;

Louer, vendre les biens et actifs de la compagnie ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, y compris les actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie, sous le nom de "Montreal Cabinet Directory Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

5303-2

Sous-secrétaire de la province.

Gordon Mackinnon, advocate, Thomas Barnard Gould, solicitor, Henry Robert Mulvena and Thomas Joseph Coonan, students, of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in and to apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce, and sell, assign, or otherwise dispose of patents, patent rights, trade marks, formulas, secret processes, trade names, licences, inventions and secret improvements ;

To acquire from the Cabinet Directory Co., Ltd, or its representatives and assigns territory rights to patent No. 141821 for mechanical directories and to pay for same in cash, stock, bonds or other securities of the company ;

To carry on the business of advertisers, advertising agents, advertising brokers, and to own and operate any advertising device or invention ;

To manufacture, sell or otherwise dispose of furniture, fittings, cabinet directories, and to carry on business as manufacturer of and dealer in timber, wood and metal and all articles into the manufacture of which wood or metal enter ;

To purchase, take on lease, or otherwise acquire any lands, buildings, easements, or property, real or personal, which may be requisite for the purpose of or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company, and to sell and dispose of the same from time to time as the company may see fit ;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures, or other securities in any other corporation ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking ;

To purchase or otherwise acquire and undertake and assume all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes of this company's business, and to pay for the same in cash, stocks, bonds or other securities of this company and to hold or in any manner dispose of the whole or any part of the property so purchased or acquired ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in ;

To lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company, under the name of "Montreal Cabinet Directory Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5304

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. E. Provost et R. Grégoire, courtiers, H. Lavallée, marchand, E. Saunier, et J. E. Roy, courtier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, acquérir, arrenter, affermer par promesses de ventes, options, transports de propriétés pour sommes d'argent, billets, actions libérées de la compagnie, actes de ventes, échange des propriétés, fermes, lots à bâtir, maison d'habitation, logements, cottages, magasins, manufactures, usines, améliorer telles propriétés acquises, y ouvrir des rues, les macadamiser, y construire des trottoirs, y planter des arbres, subdiviser en terrains à construire ;

Vendre en bloc en tout ou en partie telles propriétés acquises, faire le commerce de lots, en disposer par échanges, promesses de vente, acte de vente, et garantir les paiements à venir sur tels lots ou propriétés vendues, par hypothèques, clauses résolutoires, ou autres conventions non contraaires à la loi, bâtir sur les dits lots des maisons pour les revendre ou les louer ;

Faire sur les rues sur lesquelles se trouveront les dits lots, en autant que ces rues appartiennent à la dite compagnie, même après que les dits lots sont concédés, des améliorations telles que trottoirs et macadam, canaux d'égoûts et en faire payer le coût en tout ou en partie par les propriétaires ou acquéreurs des lots adjacents, pourvu que telles clauses soient insérées dans les promesses de vente ou actes de vente disposant de tels lots en faveur des acquéreurs sur les dites rues.

Donner des hypothèques en garantie d'emprunts que pourra faire la dite compagnie dans le but d'effectuer des améliorations sur ses propriétés de faire des paiements sur quelques-unes de ces propriétés lesquelles hypothèques de faire des paiements sur quelques-unes de ces propriétés affecteront en tout ou en partie les propriétés immobilières de la dite compagnie ;

Donner en paiement, des effets de commerce, tels que billets promissaires, reconnaissance de dettes d'aucune, du tout ou de partie des propriétés que veut acquérir la dite compagnie, qu'elle pourra acquérir et qu'elle acquerra ;

Faire le commerce général d'agents d'immeubles, tant avec ses propres propriétés appartenant à des tiers ;

Echanger pour des actions dans d'autres compagnies immobilières les actions de sa propre compagnie libérées en tout ou en partie, sous le nom de "La Subdivision Limitée", avec un capital de quarante mille piastres (\$40,000.00) divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

5343-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 21 décembre 1912, constituant en corporation MM. Avila Vidal, médecin, Amédée Danaïs, dentiste, Emery Lebrun, hôtelier, Joseph Alexis Frappier, comptable, et V. Anthime Roy, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, acquérir, arrenter, affermer par promesses de ventes, options, transports de propriétés pour sommes d'argent, billets, actions libérées de la compagnie, actes de ventes, échange des propriétés, fermes, lots à bâtir, maison d'habitation, logements, cottages, magasins, manufactures, usines ;

Améliorer telles propriétés acquises, y ouvrir des

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1912, incorporating Messrs. E. Provost and R. Grégoire, brokers, H. Lavallée, merchant, E. Saunier and J. E. Roy, brokers, of the city of Montreal, for the following purposes :

To buy, acquire, rent, lease by promises of sale, options, transfers of property for sums of money, notes, paid up shares of the company, deeds of sale, exchange of property, farms, building lots, dwelling houses, flats, cottages, stores, manufactories, shops, improve such property acquired, open streets thereon and macadamize same, construct sidewalks therein, plant trees therein, subdivided into building lots ;

To sell in block the whole or a part of said properties acquired, deal in lots, dispose of same by exchange, promises of sale, deeds of sale, and secure the future payments on said lots or properties sold by hypothecs, resolatory clauses, or other agreements not contrary to law, build houses on the said lots to resell or lease same.

To make in the streets on which the said lots front, in so far as said streets belong to the said company, even after said lots are disposed of, improvements such as sidewalks and macadam, sewers, and to make, the owners or purchasers of adjoining lots pay the whole or part of the costs thereof ; provided that such clauses be inserted in the promises of sale or deeds of sale disposing of said lots in favor of the purchasers on the said streets ;

To give hypothecs as security for any loans that the said company may negotiate for the purpose of making improvements upon its properties and making payments on same of its property, which hypothecs shall affect in whole or in part the immoveable property of the said company ;

To give in payment negotiable instruments, such as promissory notes, acknowledgments of debts ; for any the whole or part of the property that the said company wishes to acquire, may acquire and will acquire ;

To carry on business as general realty agents both with its own properties and with property belonging to third parties.

To exchange for shares in other real estate companies, wholly or partly paid up shares of this company, under the name of "La Subdivision, Limitée" with a capital of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from this office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5344

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1912, incorporating Messrs. Avila Vidal, physician, Amédée Danaïs, dentist, Emery Lebrun, hotelkeeper, Joseph Alexis Frappier, accountant, and V. Anthime Roy, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To buy, acquire, rent, lease, by promises of sale, options, transfers of property, for sums of money, notes, paid up shares of the company, deeds of sale, exchange of property, farms, building lots, dwellinghouses, flats, cottages, stores, manufactories, shops ;

To improve said property acquired, open street

rues, les macadamiser y construire des trottoirs, y planter des arbres, subdiviser en terrains à construire ;

Vendre en bloc, en tout ou en partie telles propriétés acquises, faire le commerce de lots, en disposer par échanges, promesses de vente, acte de vente, et garantir les paiements à venir sur tels lots ou propriétés vendus par hypothèques, clauses, résolutives, ou autres conventions non contraires à la loi, bâtir sur les dits lots des maisons pour les revendre ou les louer ;

Faire sur les sur lesquelles se trouvent les dits lots, en autant que ces rues appartiennent à la dite compagnie, même après que les dits lots sont concédés, des améliorations tels que trottoirs et macadam, canaux d'égout, et en faire payer le coût en tout ou en partie par les propriétaires ou acquéreurs des lots adjacents, pourvu que telles clauses soient insérées dans les promesses de vente ou actes de vente disposant de tels lots en faveur des acquéreurs sur les dites rues ;

Donner des hypothèques en garanties d'emprunts que pourra faire la dite compagnie dans le but d'effectuer des améliorations sur ces propriétés, de faire des paiements sur quelques-unes de ces propriétés, lesquelles hypothèques affecteront en tout ou en partie les propriétés immobilières de la dite compagnie ;

Donner en paiement, des effets de commerce, tels que billets promissaires, reconnaissance de dettes, d'aucune, du tout, ou de partie des propriétés que veut acquérir la dite compagnie, qu'elle pourra acquérir et qu'elle acquerra ;

Faire le commerce général d'agents d'immeubles, tant avec ses propres propriétés, qu'avec et pour des propriétés appartenant à des tiers ;

Echanger pour des actions dans d'autres compagnies immobilières les actions de sa propre compagnie libérées en tout ou en partie, sous le nom de "La Compagnie King Edward Boulevard Park, Incorporée", avec un capital de quarante mille piastres (\$40 000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

J. C. SIMARD,

5345-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 21e jour de décembre 1912, constituant en corporation M.M. Leo Hayden O'Connor et Montague Schayer Kilby, agents, William Albert Magor, courtier, Elizabeth Trotter, sténographe, et Emile J. Gagnier, peintre, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, vendre, importer toute sorte de jouets, jeux non prohibés par la loi, objets d'amusements, jeux de patience, calendriers et spécialités d'annonces, telles que cartes, crayons, plumes, avec ou sans annonces et noms sur iceux ;

Ouvrir des magasins dans le but de vendre les dites spécialités de jeux, jeux de patience ;

Conduire une affaire faisant spécialement le commerce avec ces articles dans le but de vendre à commission les susdits articles, et exploiter toute nouvelle invention ou inventions construites pour amuser, annoncer et instruire ; les placer sur le marché par l'intermédiaire d'agents de ventes, voyageurs à commission, annonces ; et faire plus spécialement le commerce du jeu connu sous le nom de "parlor base ball" ; acheter toutes patentes ayant rapport aux dits jeu et amusement ; manufacturer, vendre le dit jeu en gros et en détail, et faire en général les affaires de libraires et marchands de spécialités, sous le nom de "Eureka Parlor Games and Toys Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

thereon, macadamize same, construct sidewalks therein, plant trees therein, subdivide into building lots ;

To sell in block the whole or a part of such properties acquired, deal in lots, dispose of same by exchange, promises of sale, deeds of sale, and secure the future payments on such lots or property sold by hypothecs, resolutive clauses, or other agreements not contrary to law, build houses on the said lots to resell or lease same ;

To make in the streets on which the said lots front, in so far as such streets belong to the said company, even after the said lots are disposed of, improvements such as sidewalks and macadam, sewers, and to make the owners or purchasers of adjoining lots pay the whole or part of the costs thereof, provided that such clauses be inserted in the promises of sale or deeds of sale disposing of said lots in favor of the purchasers on the said streets ;

To give hypothecs as security for any loans that the said company may negotiate for the purpose of making improvements on its property and making payments, on some of its property, which hypothecs shall affect in whole or in part the immoveable property of the said company ;

To give in payment, negotiable instruments, such as promissory notes, acknowledgments of debts, for any, the whole or part of the property that the company wishes to acquire may acquire and will acquire ;

To carry on business as general realty agents, both with its own properties and with properties, belonging to third parties ;

To exchange for shares in other real estate companies, wholly or partly paid-up shares of this company, under the name of "La Compagnie King-Edward Boulevard Park Incorporée" with a capital of forty thousand dollars (\$40,000.00) divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the town of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentyfirst day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5346

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of December, 1912, incorporating Messrs. Leo Hayden O'Connor, and Montague Schayer Kilby, agents, William Albert Magor, broker, Elizabeth Trotter, stenographer, and Emile J. Gagnier, painter, of the city of Montreal, for the following purposes :

The manufacturing, selling, importing of all kinds of toys, games not prohibited by law, objects of amusements, puzzles, calendars and advertizing specialities, such as cards, pencils, pens, with or without advertizements and names on them ;

The opening of stores, for the purposes of selling said specialities games, puzzles ;

The carrying on of a business specially dealing with these articles for the purposes of selling on commission the aforesaid articles, of buying same to retail them, or of buying patent rights, and exploiting any new devices or devices constructed to amuse, advertized, and instruct ; to place them on the market, through sales agents, commission travellers, advertizing ; to deal more especially with the game known as parlor base-ball game ; buy all patents connected with said game and amusement, manufacture, sell, in wholesale or retail said game ; and do business generally as stationers and specialty dealers, under the name of "Eureka Parlor Games and Toys Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,
5313-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1912, constituant en corporation MM. Jeffrey X. Cossette, cultivateur, Alfred A. Trudel, industriel, J. A. Gravel, notaire, de St-Narcisse, Hygin X. Cossette, cuisinier, et Jean-Baptiste Cossette, cultivateur, de Grand'Mère, dans les buts suivants :

Fabriquer spécialement et exploiter une charrue brevetée par Jeffrey X. Cossette, pour le creusage des fossés et pour l'amélioration des chemins et généralement fabriquer et exploiter toutes espèces de charrues ;

Fabriquer et exploiter toutes espèces de machines agricoles nécessaires et utiles à l'agriculture ;

Etablir une fonderie pour la préparation sous toutes ses formes des ouvrages, en fonte, en fer, en cuivre, en bronze, en aluminium, et de faire le commerce de toutes ces choses ainsi manufacturées, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Saint-Narcisse", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents actions (400) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Narcisse, comté de Champlain.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,
5311-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Alexis de Montcalm, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger, concernant le genre des affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de décembre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB.

Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 5317-2

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Camille de Wolfe, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger, concernant le genre des affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de décembre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB.

Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 5315-2

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,
5314 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1912, incorporating Messrs. Jeffrey X. Cossette, farmer, Alfred A. Trudel, manufacturer, J. A. Gravel, notary, of Saint Narcisse, Hygin X. Cossette, cook, and Jean Baptiste Cossette, farmer, of Grand'Mere, for the following purposes :

To especially manufacture and exploit a plow patented by Jeffrey X. Cossette, for the digging of ditches and the improvement of roads and generally make and exploit all kinds of plows ;

To make and exploit all kinds of agricultural implements necessary and useful for farming purposes ;

To establish a foundry for the general preparation of cast-iron, copper, brass and aluminum products and to deal in all such things thus manufactured, under the name of "La Compagnie Industrielle de Saint Narcisse", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Saint Narcisse, county of Champlain.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,
5312 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the parish of Saint Alexis de Montcalm Mutual Fire Insurance Company has been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by the paragraph VI of the said section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of December, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 5318

Notice is hereby given that "The parish of Sainte Camille de Wolfe Mutual Fire Insurance Company", has been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may lawfully do in respect to the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of December, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 5316

No. 1135.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 21 décembre 1912.

Le surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint Henri, comté d'Hochelaga, tout le territoire assigné à la paroisse de Saint Zotique, par décret canonique publié dans la "Gazette officielle" du 27 avril 1912, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint Zotique.

5289-2

1885.12

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 21 décembre 1912.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire du canton Franklin, comté de Huntingdon, et de les annexer à celle de St-Antoine-Abbé, comté de Châteauguay, les lots Nos 7a, 7b, 8a, 8b, 9 et 10a du 7e rang du dit canton Franklin.

5291-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'éten-

No 1135-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 21st December, 1912.

The superintendent of Public Instruction hereby gives notice that he has received a petition praying to detach from the school municipality of Saint Henri, county of Hochelaga, the whole of the territory assigned to the parish of Saint Zotique, by canonical decree published in the "Official Gazette" of the 27th April, 1912, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of Saint Zotique.

5290

1885.12

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 21st December, 1912.

The superintendent gives notice that he has received a petition praying to detach from the school municipality of township Franklin, county of Huntingdon, and to annex same to the school municipality of St. Antoine Abbé, county of Chateauguay, the lots Nos. 7a, 7b, 8a, 8b, 9 and 10a of the 7th range of the said township Franklin.

5292

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask,

due du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

5033

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit

the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

5034

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment: the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights

pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour considérer un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation de compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges pécuniaires à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité pourra procéder sans leur production.

Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de

or Privileges whatever, or for doing any matter which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician,

médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

Greffier de l'Assemblée Législative.

5035

surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Legislative Assembly

5036

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 529.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Iréné Valois, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de J. André Laplante, du même lieu, journalier, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre son mari.

HENRI TURCOTTE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 30 décembre 1912. 23

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1075.

Dame Elizabeth Ethier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Emery Sauriol, entrepreneur, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 6 décembre 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 décembre 1912. 5217-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2807.

Dame Alexandrine Coutu, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph H. Latraverse, ci-devant du même lieu, mais maintenant absent de cette province, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Joseph H. Latraverse, ci-devant de la cité et du district de Montréal, maintenant absent de cette province, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 novembre 1912.

JOSEPH ADAM,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 5 décembre 1912. 5145-4

Cour Supérieure.—Beauce.
No 982.

Dame Ludvine Lacombe, de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, épouse commune en biens de Joseph Achilas Dallaire, du même lieu, marchand, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse;

vs

Le dit Joseph Achilas Dallaire, marchand, de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6e jour de décembre 1912.

HAMEL & FARIBAUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 9 décembre 1912. 5149-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 94.

Dame Maria Pelletier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Venne Augé, entrepreneur charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Venne Augé, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 octobre 1912.

McAVOY & LAMONTAGNE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 31 octobre 1912. 5013.5

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 529.

Notice is hereby given that Dame Marie Iréné Valois, of the town of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of J. André Laplante, of the same place, laborer, has taken, this day, an action in separation as to property against her husband.

HENRI TURCOTTE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 30th December, 1912. 24

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1075.

Dame Elizabeth Ethier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Emery Sauriol, undertaker, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 6th December, 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th December, 1912. 5218

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2807.

Dame Alexandrine Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as property of Joseph H. Latraverse, formerly of the city and district of Montreal, but now absent from the province, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs Joseph H. Latraverse, formerly of the city and district of Montreal, but now absent from the province, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 25th day of November, 1912.

JOSEPH ADAM,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 5th December, 1912. 5146

Superior Court.—Beauce.
No. 982.

Dame Ludvine Lacombe, of the parish of Saint-Evariste de Forsyth, wife common as to property of Joseph Achilas Dallaire, of the same place, merchant, and hereto duly authorized to "ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Joseph Achilas Dallaire, merchant, of the parish of Saint-Evariste de Forsyth, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 6th day of December, 1912.

HAMEL & FARIBAUT,
Attorneys for plaintiff
Saint Joseph, Beauce, 9th December, 1912. 5150

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 94.

Dame Maria Pelletier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Venne Augé, cartage contractor, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Venne Augé, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 29th October, 1912.

McAVOY & LAMONTAGNE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 31st October, 1912. 5014

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 315.

Dame Minnie Fast a intenté une action en séparation de biens contre son mari Louis Hyams.

J. A. E. DION,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 25 novembre 1912. 5095-5

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 261.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre son mari, par Dame Délia Rancourt, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse de Napoléon Bourgeois, du même lieu.

STANISLAS POULIN,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 28 novembre 1912. 5061-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4178.

Dame Rosianne Hébert a intenté une action en séparation de biens contre Joseph Mondoux.

J. A. E. DION,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 21 novembre 1912. 5093-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1530.

Dame Diana Brazeau, épouse commune en biens de Damase Mathieu, laitier, tous deux de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Damase Mathieu, laitier, du même endroit,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 2 décembre 1912. 5071-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2095.

Dame Florida Bernier, épouse de Ulric alias Uldéric Desjardins, typographe, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Ulric alias Uldéric Desjardins,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2 décembre 1912.

J. H. O. PAPILLON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 12 décembre 1912. 5213-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2726.

Dame Georgiana Paiement a intenté une action en séparation de biens contre son mari, Wilfrid Therriault.

MOUSSEAU & GAGNE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 23 décembre 1912. 5309-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 315.

Mrs. Minnie Fast has instituted an action for separation as to property against her husband Louis Hyams.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 25th November, 1912. 5096

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 261.

An action for separation as to property against her husband, has been, to-day, instituted by Dame Délia Rancourt, of the town of Saint John, district of Iberville, wife of Napoléon Bourgeois, of the same place.

STANISLAS POULIN,
Attorney for plaintiff.
Saint John, 28th November, 1912. 5062

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 4178

Mrs. Rosianne Hébert has instituted an action in separation as to property against her husband Joseph Mondoux.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.
Montréal, November 21st, 1912. 5094

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1530.

Dame Diana Brazeau, wife common as to property of Damase Mathieu, milkman, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to "ester en justice" for the purpose hereof,
Plaintiff ;

vs

Damase Mathieu, milkman, of the same place,
Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on this day.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd December, 1912. 5072

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2095.

Dame Florida Bernier, wife common as to property of Ulric alias Uldéric Desjardins, typographer, of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Ulric alias Uldéric Desjardins,
Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case.

J. H. O. PAPILLON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 12th December, 1912. 5214

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2726.

Dame Georgiana Paiement has instituted an action for separation as to property against her husband, Wilfrid Therriault.

MOUSSEAU & GAGNE,
Plaintiffs attorneys.
Montréal, 23rd December, 1912. 5310

27 JAN 1913

27 JAN 1913

Liste des candidats pour admission à l'étude du droit.—District de Bedford.

List of candidates for admission to study law.—District of Bedford.

Examens de janvier 1913.—Examinations of January, 1913.

Nom.—Name.	Prénom.—Surname.	Résidence.	Age.	Collèges.
Cloutier	Clarence I... ..	Sainte Pudentienne.	20	Feller Institute, Grande Ligne and J. H. de Kermeno, Mon- treal.

GEO. HENRY BOIVIN,
Secrétaire, section de Bedford, barreau de la province de Québec.
Secretary, Bedford section Bar of the province of Quebec.

Liste des candidats pour l'admission à la pratique du droit—District de Bedford.

List of candidates for admission to the practice of law—District of Bedford.

Examens de janvier 1913.—Examinations of January 1913.

Nom.—Name.	Prénom.—Surname.	Résidence.	Age.
Choquette.....	Léopold.....	Sweetsburg.....	26 ans—years.

GEO. HENRY BOIVIN,
Secrétaire, section de Bedford, barreau de la province de Québec.
Secretary, Bedford section Bar of the province of Quebec.

5219-20-2

BARREAU DES TROIS-RIVIERES.—BAR OF THREE RIVERS.

Examen de janvier 1913.—Examination of January, 1913.

Nom.—Name.	Prénom.—Surname.	Age.	Residence.	College.
Malone.....	Thomas.....	24 ans.—years.	Trois-Rivières.— Three Rivers.	Académie commerciale et le- çons priv ^{és} . — Commercial academy and private lessons.

F. X. LACOURSIERE.
Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.—Secretary Bar of Three Rivers.

5285-6 2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Re Lewis Wartelsky, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, en date du 30^e jour de décembre 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.

Les réclamations attestées sous serment doivent nous être filées entre nos mains dans les trente jours du présent avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

55, rue Saint François-Xavier,
Montréal.

21

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

Re Lewis Wartelsky, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court, dated the 30th of December, 1912, we have been appointed joint curators to the above named estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days of present notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

55, Saint François Xavier street,
Montreal.

22

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 2979.
Dans l'affaire de J. Ulric Gervais, Failli ;
et
P. A. Alexandre Rivard, Curateur.
Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à lundi,
le 20 janvier 1913, après laquelle date les dividen-
des seront payables au bureau du soussigné.
P. A. ALEXANDRE RIVARD,
Curateur.
Joliette, 27 décembre 1912. 9

Cour Supérieure. — District de Joliette.
No 6370.
J. Jérémie Soumis, commerçant, de la ville et du
district de Joliette, Demandeur ;
vs
Cuthbert Fisette, commerçant, de la paroisse de
Saint Cuthbert, dans le dit district de Joliette,
Défendeur.
Avis est par le présent donné que le défendeur a,
le vingt-troisième jour de décembre mil neuf cent
douze, déclaré faire cession judiciaire de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'il a, ce
jour, déposé son bilan.

J. JEREMIE SOUMIS,
Gardien provisoire.
Joliette, 26 décembre 1912. 11

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 240.
Dans l'affaire de Aaron Darabaner, 1369, Boulevard
Saint-Laurent, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que, le 27^e jour de
décembre 1912, par ordre de la cour, j'ai été nom-
mé curateur aux biens du dit failli.
Les réclamations, dûment attestées sous serment,
doivent être produites entre mes mains sous trente
jours de cette date.

JOSEPH DESAUTELS,
Curateur.
Chambre 415, Dominion Express Bldg.
145, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 30 décembre 1912. 35

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 246.
Dans l'affaire de Kosto Pantazi, 1197 rue Saint-
Denis, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que, le 27^e jour de
décembre 1912, par ordre de la cour, nous avons
été nommés curateurs conjoints aux biens du dit
failli.
Les réclamations assermentées doivent être dé-
posées entre nos mains sous trente jours de cette
date.

WILLIAM H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs conjoints.
Chambre 415, Dominion Exp. Bldg.
145, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 30 décembre 1912. 37

Avis est par le présent donné que Frédéric
Béland, fils, commerçant de bois, de la paroisse de
Saint Calixte de Kilkenny, a fait cession de ses
biens, au greffe de la cour supérieure, à Joliette, le
26 décembre 1912.

JOSEPH PELLETIER,
Gardien provisoire.
Saint-Calixte de Kilkenny, 27 décembre 1912. 7

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 2979.
In the matter of J. Ulric Gervais, Insolvent ;
and
P. A. Alexandre Rivard, Curator.
Notice is hereby given that a first and final divid-
end sheet is hereby declared which will be open
for contestation until Monday, the 20th January,
1913, after which date dividends will be payable at
the office of the undersigned.
P. A. ALEXANDRE RIVARD,
Curator.
Joliette, 27th December, 1912. 10

Superior Court. — District of Joliette.
No. 6370.
J. Jérémie Soumis, trader, of the town and district
of Joliette, Plaintiff ;
vs
Cuthbert Fisette, of the parish of Saint Cuthbert,
in the said district of Joliette, Defendant.
The defendant has, on the 23rd day of December,
1912, made his declaration that he was consenting
to abandon his property to his creditors, and that
he has, this day, deposited his statement.

J. JEREMIE SOUMIS,
Provisional guardian.
Joliette, 26th December, 1912. 12

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 240.
In the matter of Aaron Darabaner, 1369, Boulevard
Saint Laurent, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 27th day of
December, 1912, by order of the court, I was ap-
pointed curator to the property of the said in-
vent.
Sworn claims must be filed with me within thirty
days from this date.

JOSEPH DESAUTELS,
Curator.
Room 415, Dominion Express Building,
145, Saint James street, Montreal.
Montréal, 30th December, 1912. 36

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No 246.
In the matter of Kosto Pantazi, 1197, Saint Denis
street, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 27th day of
December, 1912, by order of the court, we were
undersigned, have been appointed joint curators to
the estate of the above named insolvent.
Sworn claims must be filed in our hands within
thirty days from this date.

WILLIAM H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.
Room 415, Dominion Exp. Bldg.
145, Saint James street, Montreal.
Montreal, 30th December, 1912. 38

Notice is hereby given that Frédéric Béland, jr,
lumber dealer, of the parish of Saint Calixte de
Kilkenny, has made an abandonment of his prop-
erty, at the clerk's office of the superior court, at
Joliette, on the 26th December, 1912.

JOSEPH PELLETIER,
Provisional guardian.
Saint Calixte de Kilkenny, 27th December, 1912. 8

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Geo. W. T. Nicholson, Montréal,
Insolvable.

Avis est donné que, le 30 décembre 1912, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs conjoints.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 janvier 1913.

25

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **A** DELARD LAPIERRE,
No 6359. } Demandeur ; contre
ARSENE DEMERS, Défendeur.

1. Un terrain sis et situé dans le village de Saint-Gabriel de Brandon, dans la rue Saint-David, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comme étant le numéro deux cent trente-deux U (232 U), du rang Saint-David, de la contenance de deux perches et neuf pieds de largeur sur sept perches et neuf pieds de profondeur—avec une maison et autres constructions dessus érigées ; borné en front à la rue David, tenant d'un côté à Joseph Marion, de l'autre côté à Clovis Sarrasin, et en arrière aux terres de la rue Saint-Joseph.

2. Une terre à bois en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, dans la concession Saint-Jean, connue et désignée comme faisant partie du numéro cent quarante quatre (p. No 144), sur le plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la dite paroisse, de la contenance de deux arpents de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir de l'ancien chemin de la concession Saint-Jean à aller au septième rang de Brandon, tenant d'un côté à Damase Lavallée, et de l'autre côté à Napoléon Ducharme.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le CIN-QUIÈME jour de FEVRIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 30 décembre 1912. 27
[Première publication, 4 janvier 1913].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **J**OSEPH CHEVALIER ET
No 1374. } AL, Demandeurs ; vs M^{lle}
BRIDGET GORDON, Défenderesse.

Le lot numéro quatre (4), du quatrième rang du canton Cathcart, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez, le QUIN-ZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, 1913, à DIX heures de l'avant midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 9 décembre 1912. 5163-2
[Première publication, 14 décembre 1912].

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Geo. W. T. Nicholson, Montréal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 30th December, 1912, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Joint curators.

Bank National Building,
99, Saint James street.
Montreal, 4th January, 1913.

26

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **A** DELARD LAPIERRE,
No. 6359. } Plaintiff ; against ARSENE
Demers, Defendant.

1. A lot of land being and situate in the village of Saint Gabriel de Brandon, on Saint David street, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Gabriel de Brandon, as being number two hundred and thirty two U (No 232 U) of Saint David range, containing two rods and nine feet in depth—with a house and other buildings erected thereon ; bounded in front by Saint David street, on one side by Joseph Marion, on the other by Clovis Sarrasin, and in the rear by the lots fronting on Saint Joseph street.

2. A timber land in the parish of Saint Gabriel de Brandon, in Saint John concession, known and designated as being part of lot number one hundred and forty four (pt. 144), on the official cadastral plan and book of reference for the said parish, containing two arpents in front by the depth from the old road of Saint John, concession to the seventh range of Brandon, adjoining on one side to Damase Lavallée, and on the other to Napoléon Ducharme.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Shérif.
Joliette, 30th December, 1912. 28
[First published, 4th January, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **J**OSEPH CHEVALIER ET
No. 1374. } AL, Plaintiffs ; vs MISS
BRIDGET GORDON, Defendant

Lot number four (4), of the fourth range of the township of Cathcart, and of the official cadastre for the parish of Saint Alphonse de Rodriguez.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alphonse de Rodriguez, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Shérif.
Joliette, 9th December, 1912. 5164
[First published, 14th December, 1912.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—Rapide de L'Original.

Ottawa, à savoir :

No 980. } **DAME VEUVE GEORGE BARRETTE**, Demandeuse ; contre **ADELARD FOURNEL**, Défendeur, à savoir :

Un lopin de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-deux (22), du premier rang du canton Campbell, district d'Ottawa, mesurant trente-huit pieds de largeur en front et quatre-vingt-quatorze de largeur en arrière par cent quarante-deux pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par une rue projetée, au nord par partie du lot numéro vingt-trois du susdit premier rang, à l'ouest partie par Louis Boudrias et partie par Wilfrid Desormeau ou représentant, à l'est aussi par une rue projetée — avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le **SIXIEME** jour de février prochain 1913, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif.

Hull, 28 décembre 1912.

[Première publication, 4 janvier 1913.]

Shérif.
29

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—Rapide de L'Original.

Ottawa, to wit :

No. 980. } **DAME VEUVE GEORGE BARRETTE**, Plaintiff ; against **ADELARD FOURNEL**, Defendant, to wit :

A small lot of land being part of the lot of land known and designated under number twenty-two (22), of the first range of township Campbell, district of Ottawa, measuring in width thirty eight feet in front and ninety four feet in the rear by one hundred and forty two feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front by a projected street, to the north by part of lot number twenty three of the aforesaid range, to the west partly by Louis Boudrias, and partly by Wilfrid Desormeau or representative, to the east also by another projected street—with buildings erected thereon.

To be sold at the registry office, in the village of Papineau, on the **SIXTH** day of **FEBRUARY** next, 1913, at **TEN** clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office.

Hull, 28th December, 1912.

[First published, 4th January, 1913].

Sheriff.
30

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—Bryson.

Province de Québec,

District de Pontiac.

No 1264.

Défendeur.

} **GEORGE CAREY**, Demandeur ; vs **FERDINAND CHARRON**, Défendeur.

Tout ce morceau ou cette étendue de terre et prémisses connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Leslie, comme lot numéro cinquante-deux (52), dans le troisième (3) rang du dit canton de Leslie, dans le district de Pontiac, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le **QUINZIEME** jour de **JANVIER**, 1913, à **DIX** heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY.

Bureau du Shérif,

Bryson, 9 décembre 1912.

[Première publication, 14 décembre 1912.]

Shérif.
5205-2

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

In the Superior Court.—Bryson.

Province of Quebec,

District of Pontiac.

No. 1264.

Plaintiff ;

} **GEORGE CAREY**, Plaintiff ; vs **FERDINAND CHARRON**, Defendant.

All that parcel or tract of land and premises known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Leslie, as lot number fifty two (52), in the (3) third range of the said township of Leslie, in the district of Pontiac, containing one hundred acres of land, more or less—with the buildings and appurtenances thereunto belonging

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the **FIFTEENTH** day of **JANUARY**, 1913, at **TEN** o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office.

Bryson, 9th December, 1912.

[First published, 14th December, 1912].

Sheriff.
5206

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No 2272. } contre **JOSEPH ROY**
dit **DESJARDINS**, à savoir :

Le lot No 136 (cent trente-six), de la subdivision du lot No 2098-136 (deux mille quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un lot de terre situé Avenue Taschereau—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **SIXIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **DIX** heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Shérif.
Bureau du shérif. Québec, 2 janvier 1913. 39
[Première publication, 4 janvier 1913].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;
No. 2272. } against **JOSEPH ROY**
dit **DESJARDINS**, to wit :

One lot number one hundred and thirty six (No. 136), of the subdivision of lot number two thousand and ninety eight (2098-136), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on avenue Taschereau—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **SIXTH** day of **FEBRUARY** next at **TEN** o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's office, Québec, 2nd January, 1913. 40
[First published, 4th January, 1913.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **FRANCOIS G O D-**
No. 65. } **FRROI ROY,** De-
mandeur ; contre **DAME MARIE FRECHETTE**
ET AL, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux défendeurs en cette cause, l'immeuble ci-après décrit, savoir :

Ce certain morceau de terre sis et situé dans la ville de Scotstown, district de Saint-François, connu et désigné comme étant la juste moitié nord du lot numéro deux cent vingt huit (228), des plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Scotstown, mesurant quarante pieds de largeur en front et en arrière, par cent trente-deux pieds de longueur, plus ou moins ; borné en front par le chemin de Ditton, en arrière par le terrain de F. G. Roy, d'un côté vers le sud par un terrain appartenant à Laurent Brault, et de l'autre côté vers le nord par la propriété de François Leblanc — avec les bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Scotstown, le **DIX-SEPTIEME** jour de **JANVIER** prochain, 1913, à **DEUX** heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY, Shérif.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 9 décembre 1912. 5165-2
[Première publication, 14 décembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **JOSEPH BEAULNE,**
No 495. } Demandeur ; contre
ALPHONSE MAJOR, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

1° Un morceau de terre situé dans la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, formant partie du lot numéro trente-neuf (39), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Coaticook, et étant un lot à bâtir portant le

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **FRANCOIS GODFROI**
No. 65. } **ROY,** Plaintiff ; against
DAME MARIE FRECHETTE ET AL, Defendants.

Seized as belonging to the defendants in this cause, the immovable hereof described, to wit :

That certain piece of land being and situate in the town of Scotstown, district of Saint Francis, known and designated as being the exact north half of lot number two hundred and twenty-eight (228), of the official cadastral plan and book of reference for the said town of Scotstown, measuring in front and in the rear forty feet in width by one hundred and thirty two feet in length, more or less ; bounded in front by Ditton's road, in the rear by F. G. Roy's land, on one side towards the south by a lot of land belonging to Laurent Brault, and on the other side towards the north by François Leblanc's property—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Scotstown, on the **SEVENTEENTH** day of **JANUARY** next, 1913, at **TWO** o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY, Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 9th December, 1912. 5166
[First published, 14th December, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **JOSEPH BEAULNE,**
No. 495. } Plaintiff ; against
ALPHONSE MAJOR, Defendant.

As belonging to the said defendant :

1. A piece of land situate in the town of Coaticook, in the county of Stanstead, forming part of the lot number thirty nine (39), on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook, and being a building lot bearing num-

numéro trente-neuf (39), sur un plan privé préparé par Alphonse Major, d'une partie du dit lot du cadastre numéro trente-neuf (39), mesurant environ soixante et quinze pieds dans sa ligne nord, environ vingt-cinq pieds dans sa ligne sud et cent soixante-cinq pieds dans la ligne est; borné au nord par la rue principale, à l'est par le lot numéro quarante (40), sur le dit plan privé d'Alphonse Major, appartenant au dit défendeur Alphonse Major, au sud par le lot numéro trente-huit du dit plan Major, appartenant à A. L. Dupuis, et à l'ouest par l'avenue principale—sans bâtisse.

2° Un lot à bâtir situé sur le côté sud de la rue principale, dans la ville de Coaticook, mesurant cinquante-cinq pieds de front sur la dite rue, sur cent soixante et cinq pieds de profondeur, formant partie du lot numéro trente-neuf (39), du plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Coaticook, et désigné sous le numéro quarante (40), sur un plan privé fait par Alphonse Major, d'une partie du dit lot du cadastre numéro trente-neuf (39), et borné comme suit: au nord par la dite rue principale, à l'est par le lot numéro quarante et un (41), sur le dit plan privé de Major, appartenant à Adélar L'Heureux, au sud par le lot numéro trente-huit (38), du dit plan Major, appartenant à Alexis L. Dupuis, et à l'ouest par le lot numéro trente-neuf (39), du dit plan Major, appartenant au dit défendeur Alphonse Major—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond, communément appelée Saint-Edmond de Coaticook, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER prochain 1913, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 9 décembre 1912. 5167-2
[Première publication, 14 décembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } ALBERT PAQUIN,
Sainte-Scholastique, } Demandeur; contre
No 525. } WILLIE LABELLE,
Défendeur, savoir:

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Eustache, comté des Deux Montagnes, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, pour la dite paroisse de Saint-Eustache, sous le numéro quatre cent trente-huit (No 438), ayant une superficie de quarante-un arpents et dix perches, plus ou moins.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Eustache, sous le numéro quatre cent trente-neuf (No 439), ayant une superficie de dix-huit arpents, plus ou moins—avec les dépendances y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Eustache, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain 1913, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif. Shérif.
Sainte-Scholastique, 10 décembre 1912. 5207-2
[Première publication, 14 décembre 1912.]

ber thirty nine (39), on a private plan prepared by Alphonse Major, of a portion of the said cadastral lot number thirty nine (39), measuring about seventy five feet in its northern line, about twenty five feet in its southern line, and one hundred and sixty five feet in eastern line; and bounded on the north by Main street, on the east by the lot number forty (40), on the said private plan of Alphonse Major, belonging to the said defendant Alphonse Major, on the south by lot number thirty eight of the said Major plan, belonging to A. L. Dupuis, and on the west by Main avenue—without buildings.

2. A building lot situate on the south side of Main street, in the town of Coaticook, measuring fifty five feet in front on the said street, by one hundred and sixty five feet in depth, forming part of lot number thirty nine (39), on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook, and designated under number forty (40), on a private plan made by Alphonse Major of a portion of the said cadastral lot number thirty nine (39), and bounded as follows: on the north by the said Main street, on the east by lot number forty one (41), on the said private plan of Major, belonging to Adélar L'Heureux, on the south by lot number thirty eight (38), of the said Major plan, belonging to Alexis L. Dupuis, and on the west by lot number thirty nine (39), of the said Major plan, belonging to the said defendant Alphonse Major—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond, commonly called Saint Edmond de Coaticook, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, 1913, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 9th December, 1912. 5168
[First published, 14th December, 1912.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } ALBERT PAQUIN,
Sainte-Scholastique, } Plaintiff; against
No 525. } WILLIE LABELLE,
Defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains, said district, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Eustache, under the number four hundred and thirty eight (No. 438), of a superficies of forty one arpents and ten perches, more or less.

2. Another lot of land situate in the same place, known and designated on the same official plan and book of reference for the said parish of Saint Eustache, under the number four hundred and thirty nine (No. 439), with a superficies of eighteen arpents, more or less—with the dependencies erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of the village of Saint Eustache, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1913, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Shérif.
Sainte Scholastique, 10th December, 1912. 5208
[First published, 14th December, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal, } **MOISE BERTHIAUME,**
No 853. } employé civil, des cité
et district de Montréal; contre **VICTOR MOREL,**
du même lieu, savoir :

Deux lots de terre situés en la paroisse de Saint-Jérôme, au rang Saint-Antoine, comté et district de Terrebonne, mesurant quatre-vingt-cinq arpents en superficie, mesure anglaise, plus ou moins, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint Jérôme, sous les numéros cent quarante-trois et cent quarante-quatre (Nos 143 et 144)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la ville de Saint-Jérôme, le **SEIZIEME** jour de **JANVIER** prochain 1913, à **MIDI**.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 10 décembre 1912. 5211-2
[Première publication, 14 décembre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, } **MOISE BERTHIAUME,**
No. 853. } civil service employee,
of the city and district of Montreal; against
VICTOR MOREL, of the same place, to wit :

Two lots of land situate in the parish of Saint Jérôme, Saint Antoine's range, county and district of Terrebonne, containing eighty five acres in superficies, more or less, and known and designated on the official plan and in the official book of reference for the said parish of Saint Jérôme, under numbers one hundred and forty three and one hundred and forty four (143 and 144)—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the town of Saint Jérôme, on the **SIXTEENTH** day of **JANUARY** next, 1913, at **NOON**.

LAPOINTE & PROVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 10.h December, 1912. 5212
[First published, 14th December, 1912].

Avis Divers

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 459.

Dame Laura Gagnon, de East Angus, dans le district de Saint-François, épouse de George Arthur Corriveault, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Georges A. Corriveault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 décembre courant.

O'BREADY & PANNETON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 27 décembre 1912. 49

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 481.

Dame Amabella Richer, de la paroisse de Sainte-Cécile de Whitton, épouse de Henry Boudreau, journalier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens, contre son mari, le 30 décembre 1912.

EDGAR LALIBERTE,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 30 décembre 1912. 43

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 2879.

Dame Alfreda Ouellette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Edmund Marcil, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Alfred Edmund Marcil, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 7e jour de décembre 1912.

MARGOLESE & TRITT,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 30 décembre 1912. 59

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 459.

Dame Laura Gagnon, of East-Angus, in the district of Saint Francis, wife of Georges Arthur Corriveault, contractor, of the same place, duly authorized "à ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Georges A. Corriveault, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th December instant.

O'BREADY & PANNETON.

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 27th December, 1912. 50

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 481.

Dame Amabella Richer, of the parish of Sainte-Cécile de Whitton, wife of Henry Boudreau, laborer, of the same place, has brought an action, against her husband for separation as to property, the 30th December, 1912.

EDGAR LALIBERTE,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 30th December, 1912. 44

Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Montreal. }
No. 2879.

Dame Alfreda Ouellette, of the city and district of Montreal, wife of common as to property of Alfred Edmund Marcil, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Alfred Edmund Marcil, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been entered by the plaintiff herein against the defendant, on the 7th December, 1912.

MARGOLESE & TRITT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th December, 1912. 60

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of the law.

Examens du 14 janvier 1913.—Examinations, 14th January, 1913.

No	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.
1	Archibald.....	Kenneth.....	24 ans—years..	Montréal.
2	Bissonnette.....	Jean Jacques.....	22 " " "	"
3	Decary.....	Paul A.....	24 " " "	"
4	Engel.....	John A.....	25 " " "	"
5	Handfield.....	L. Albert.....	22 " " "	"
6	Hoyles.....	Hugh L.....	32 " " "	" du Barreau d'Ontario—of the Ont. Bar.
7	Laramée.....	H.....	26 " " "	Saint François du Lac.
8	Lavery.....	Salluste.....	24 " " "	Montréal.
9	Leblanc.....	Wilfrid R.....	29 " " "	"
10	Marcus.....	Marcel.....	22 " " "	"
11	Marion.....	N. J.....	37 " " "	"
12	Montie.....	J. M.....	32 " " "	"
13	Morier.....	J. Eudore.....	26 " " "	"
14	Goldenberg.....	M.....	22 " " "	"

GUILLAUME SAINT PIERRE.

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 28 décembre.—28th December, 1912. 45-6

BARREAU DU DISTRICT DE QUEBEC.—BAR OF THE DISTRICT OF QUEBEC.

Examens pour la pratique du droit.—Examination for the practice of Law.

Examens de janvier 1913.—Examination of January 1913.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Brasset.....	Maurice.....	28 ans—years.....	Québec.
Darveau.....	Charles.....	24 " " "	"
Godbout.....	Frs Xavier.....	24 " " "	"
Morin.....	Maxime.....	25 " " "	"
Simard.....	Raoul.....	25 " " "	Baie Saint-Paul.
Thériault.....	Elisée.....	28 " " "	Québec.

CHARLES SMITH.

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Quebec.
Québec, 30 décembre—30th December, 1912. 47-48

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Alfred Desautels, Montréal, P. Q.,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende
a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objec-
tion jusqu'au 18 janvier 1913, après laquelle date
les dividendes seront payables à mon bureau.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 2 janvier 1913. 41

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of Alfred Desautels, Montreal, P. Q.,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter and will be open to objection until
18th January, 1913, after which date this dividend
will be payable at my office.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Building.
Montreal, 2nd January, 1913. 42

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Geo. S. Saad, Montréal, failli.
Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé
dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au
21e jour de janvier 1913, après laquelle date les
dividendes seront payables au bureau des soussignés.
WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 4 janvier 1913. 55

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Jas. Cunningham, "Asbestos
Products Company of Canada", Failli.
Avis est par le présent donné que le dit failli a
fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bé-
néfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire,
Montréal.

A. W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 30 décembre 1912. 51

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Hatem & David, Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 21
janvier 1913, après laquelle date les dividendes
seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 4 janvier 1913. 57

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Wm. Epstein, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 21
janvier 1913, après laquelle date les dividendes
seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 4 janvier 1913. 53

AVIS

Dans l'affaire de la remise du dépôt de "The Rich-
mond, Drummond & Yamaska Mutual Fire In-
surance Company", de Richmond, P. Q.,
En liquidation.

Avis public est par le présent donné que, con-
formément à l'article 6933 des Statuts Refondus de
Québec, 1909, "The Richmond, Drummond &
Yamaska Mutual Fire Insurance Company", de
Richmond, P. Q., maintenant en liquidation, s'a-
dressera au lieutenant-gouverneur en conseil, le
premier jour d'avril 1913, pour la remise des som-
mes déposées par elle entre les mains de l'honorable
trésorier de la province. Le soussigné, liquidateur
de la dite compagnie, donne avis par le présent aux
créanciers, éventuels ou actuels, s'opposant à la
remise de produire leur opposition au bureau de
l'inspecteur des assurances, le ou avant le jour ci-
dessus mentionné.

JEAN TACHÉ,
Liquidateur de

"The Richmond, Drummond & Yamaska
Mutual Fire Insurance Company",

P. O., Boîte 2110, Montréal,
31 décembre 1912. 61

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Geo. Saad, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter,
which will be open to objection until 21st January,
1913, after which date dividends will be payable
at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 4th January, 1913. 56

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Jas. Cunningham, "Asbestos Pro-
ducts Company of Canada", Insolvent.
Notice is hereby given that the said insolvent
has, this day, made in the prothonotary's office, in
Montreal, a judicial abandonment of his property
for the benefit of his creditors.

A. W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 30th December, 1912. 52

Provinces of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Hatem & David, Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final di-
vidend sheet has been prepared in this matter,
which will be open to objection until 21st January,
1913, after which date dividends will be payable
at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 4th January, 1913. 58

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Wm. Epstein, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final di-
vidend sheet has been prepared in this matter, which
will be open to objection until 21st January, 1913,
after which date dividends will be payable at the
office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 4th January, 1913. 54

Notices

In the matter of withdrawal of deposit of the
Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire
Insurance Company, of Richmond, P. Q.,
In liquidation.

Public notice is hereby given that, pursuant to
article 6933 of the Revised Statutes of Quebec,
1909, the Richmond, Drummond & Yamaska Mutual
Fire Insurance Company, of Richmond, P. Q., now
in liquidation, will apply to the Lieutenant Gov-
ernor in council, on the first day of April, 1913,
for the release of the sums deposited by it, with the
Honorable the Treasurer of the province. The
undersigned, the liquidator of the said company,
hereby calls upon all claimants, contingent or actual
opposing the release, to file their opposition with
the inspector of insurance on or before the day
above mentioned.

JEAN TACHÉ,
Liquidator of the
Richmond, Drummond & Yamaska
Mutual Fire Insurance Company.

P. O. Box 2110, Montréal.
31st December, 1912. 62

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 31 décembre 1912.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que l'obligation de manufacturer en Canada le bois coupé sur les terres de la Couronne, telle qu'édictée par l'article 13 des règlements des bois et forêts, ne s'applique pas au bois coupé depuis le premier mai 1911, et qui sera coupé à l'avenir sur les concessions forestières ci-après décrites ; et que tout bois à pulpe coupé depuis le premier mai 1911, et qui sera coupé à l'avenir sur les dites concessions forestières, ou le papier, carton ou pâte de bois provenant du bois coupé sur telles concessions, pourra être exporté libre de tout droit d'exportation, ou de toute autre charge de nature quelconque, ou de toute prohibition ou restriction de quelque espèce que ce soit, relative à telle exportation.

Lac Kénogami, (Plessis), No 21 ; Mézy sud No 26 ; Rivière aux Ecorces, No 20 ; Mézy, No 25 ; Rivière Pikauba, No 16 ; Canton Dequen, No 149 ; Caron No 29 ; Rivière aux Ecorces ouest ; Rivière aux Ecorces Est.

Rivière Saint-Maurice, No 6 Ouest ; Rivière Saint-Maurice, No 10 Ouest ; Rivière Saint-Maurice, No 11 Ouest ; Rivière Saint-Maurice, No 12 Ouest ; Rivière au Rat, No 1 Sud ; Rivière Wesseneau, A, B, C, D.

Saint-Maurice Ouest, No 13 ; Saint-Maurice Ouest, No 14 ; Trenche Ouest No 1 ; Croche Ouest, No 4 ; Arrière Croche, B.

Lac Clair, No 2 Ouest ; Lac Clair, No 2 Est ; Mattawan, No 2 Sud ; No 5 Sud ; No 5 arrière Sud ; No 6 Sud ; No 6 arrière Sud ; No 7 Sud ; No 5 Nord ; No 7 Nord ; Croche No 1 Est ; No 3 Est ; No 3 arrière Est ; No 1 Ouest ; No 2 Ouest ; No 3 Ouest ; No 5 Ouest ; Bostonnaïs, No 1 Nord ; Bostonnaïs, No 2 Nord ; demi Ouest.

Wm LEARMONTH,

63 Greffier Conseil Exécutif, Intérimaire.

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.

F. LANGEЛИER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande
et des possessions britanniques au-delà des mers
Défenseur de la Foi Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou
qu'elles pourront concerner, —SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOVIN,
Procureur-Général.

ATTENDU que sur
présentation au
conseil municipal du comté de Montcalm, d'une
requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui
sont en même temps propriétaires habitant un cer-
tain territoire y mentionné, situé dans la munici-
palité de Saint-Jacques, dans le dit comté, dans
Notre province de Québec, demandant l'érection de
ce territoire en municipalité de village, le dit con-
seil du dit comté de Montcalm a nommé M. G. A.
Archambault, surintendant spécial, et l'a chargé de
visiter le dit territoire, de constater le nombre de
maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur
la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait
au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 31st December, 1912.

Present: The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the obligation to manufacture in Canada any timber cut on Crown lands, as enacted by article 13 of woods and forests regulations, shall not apply to the timber cut from the first day of May, 1911, and which will be cut hereafter on the timber limits hereinafter described; and that all pulp wood cut from the first day of May, 1911, or which will be cut hereafter on the said timber limits, or the paper, paper board or wood pulp manufactured from the wood cut on such timber limits, may be exported free of any export duty, or any other charge of any kind whatsoever, or any prohibition or restriction in any wise relating to such exportation.

Lake Kenogami (Plessis), No. 21 ; Mesy South, No. 26 ; Rivière-aux-Ecorces, No. 20 ; Mesy, No. 25 ; River Pikauba, No. 16 ; Township Dequen, No. 149 ; Caron, No. 29 ; Rivière-aux-Ecorces west ; Rivière-aux-Ecorces, east.

River Saint Maurice, No. 6 west ; River Saint Maurice, No. 10 west ; River Saint Maurice, No. 11 west ; River Saint Maurice, No. 12 west ; Rivière-au-Rat, No. 1 south ; River Wesseneau, A, B, C, D.

Saint Maurice west, No. 13 ; Saint Maurice west, No. 14 ; Trenche west, No. 1 ; Croche west, No. 4 ; Arrière Croche, B.

Lake Clair, No. 2 west ; Lake Clair, No. 2 east ; Mattawan, No. 2 south ; No 5 south ; No. 5 rear south ; No. 6 south ; No. 6 rear south ; No. 7 south ; No. 5, north ; No. 7 north ; Croche, No. 1 east ; No. 3 east ; No. 3 rear east ; No. 1 west ; No. 2 west ; No. 3 west ; No. 5 west ; Bostonnaïs, No. 1 north ; Bostonnaïs, No. 2, north half west.

WM LEARMONTH,

64 Clerk Executive Council per interim.

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.

F. LANGEЛИER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God,
of the United Kingdom of Great Britain and
Ireland, and of the British Dominions beyond
the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor
of India,

To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern, —GREETING

PROCLAMATION.

LOMER GOVIN,
Attorney General.

WHEREAS on
presentation to
the county council of the county of Montcalm, of
a petition from two-thirds of the municipal elec-
tors dwelling in a certain territory therein men-
tioned, situate in the municipality of Saint Jacques,
in the said county, in Our province of Quebec,
praying for the erection of the said territory into a
village municipality, the said county council of the
said county of Montcalm has named Mr. G. A.
Archambault, special superintendent, charged to
visit the aforesaid territory, to establish the num-
ber of houses thereon erected and inhabited, and to
report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent
has transmitted to the said council a report men-

maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Saint-Jacques de l'Achigan, dans le comté de Montcalm, est détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, et ses limites, en référence au numérotage des lots du cadastre officiel de la dite paroisse, sont comme suit, savoir :

Vers le sud-est, l'alignement sud-est du chemin de l'équerre, et la ligne sud-est de chacun des lots Nos 204, 208, 229, 577 et 559.

Vers le nord-ouest, l'alignement sud-est du chemin de ligne de Saint-Alexis, la ligne nord-ouest, prolongée en travers la rue principale, des lots Nos 460, 461, 463 et 464, et la ligne nord-ouest de chacun des lots Nos 229, 243, 577, 573.

Vers le nord-est, l'axe du ruisseau Vacher qui sépare les lots Nos 579 et 579a, la ligne nord-est de chacun des lots Nos 577, 573 et 570, et l'alignement sud-ouest du chemin des continuations.

Vers le sud-ouest, la limite sud-ouest de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, sera détachée de la municipalité de Saint-Jacques, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Jacques de l'Achigan", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Saint-Jacques de l'Achigan forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce TRENTIÈME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,
Assistant secrétaire de la province.

N. B.—La présente description officielle du village de Saint-Jacques de l'Achigan remplace et annule celle en date du 14 décembre 1912, laquelle est erronée.

65

tioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the county aforesaid ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Saint-Jacques de l'Achigan, in the county of Montcalm, is detached from the municipality of the parish of Saint-Jacques de l'Achigan, and its limits in reference to the numbering of the lots of the official cadastre for the said parish, are as follows, to wit :

Towards the south east, the south east line of the "Chemin de l'équerre", and the south east line of each of the lots Nos. 204, 208, 229, 577 and 559.

Towards the north west, the south-east alignment of Saint Alexis line road, the north west line prolonged through the main street, lots Nos. 460, 461, 463 and 464, and the north west line of each of the lots Nos. 229, 243, 577, 573.

Towards the north east, the axis of the Ruisseau Vacher which separated the lots Nos. 579 and 579a, the north east line of each of the lots Nos. 577, 573 and 570, and the south west alignment of the continuation road.

Towards the south west, the south west limit of the parish of Saint-Jacques de l'Achigan shall be detached from the municipality of Saint-Jacques, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Saint-Jacques de l'Achigan."

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint-Jacques de l'Achigan, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed :
WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this THIRTIETH day of DECEMBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

N. B.—The present official description of the village of Saint-Jacques de l'Achigan replaces and annuls the one dated the 14th December, 1912, which is erroneous.

66

Index de la Gazette Officielle de Québec No 1

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bernier vs Desjardins	16
" Brazeau vs Mathieu	16
" Coutu vs Latraverse	15
" Ethier vs Sauriol	15
" Fast vs Hyams	16
" Gagoon vs Corriveau	23
" Hébert vs Mondoux	16

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 1.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Au sujet des bois coupés sur les terres de la Couronne, 26.

ASSURANCE SOCIÉTÉ :—Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Alexis de Montcalm, 10 ; Cie d'assurance mutuel contre le feu de la paroisse de Sainte-Famille de Wolfe, 10.

AVIS :—Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Coy, 25.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 12 ; Conseil législatif, 11.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Expense Lumber Coy, 2 ; Rumely Products Coy, 2 ; Union Jewelry Coy, 2.

EXAMENS :—BARREAU :—Bedford, 17 ; Montréal, 24 ; Québec, 24 ; Trois-Rivières, 17.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Béland, fils	18
Cunningham	25
Darabaner	18
Dessutels	24
Epstein	25
Fisette	18

LETTRES PATENTES :—

Canadian Concrete Products Coy	6
Eureka Parlor Games & Toys Ltd	9
La Cie Electrique de Louiseville	5
La Cie Immobilière Montmartre, ltée	4
La Cie Industrielle de Saint-Narcisse	10
La Cie King Edward Boulevard Parc, incorp.	8

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Saint-Antoine Abbé, canton Franklin, 11 ; Saint-Zotique, 11.

NOMINATIONS :—

Conseil en loi du Roi :—M. Paul Lacoste, 1.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Par René Faribault, 3.

PROCLAMATIO :—Saint-Jacques de l'Achigan, 26.

ROUTE, FERMETURE DE :—Chemin longeant la rive nord-ouest du Lac des Sables, 1.

VENTES PAR LES SHERIFS

JOLIETTE :—Chevalier et al vs Dlle Gordon, 19 ; Lapierre vs Demers, 19.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lacombe vs Dallaire	15
" Ouellette vs Marci	23
" Paiement vs Therriault	16
" Pelletier vs Augé	15
" Rancourt vs Bourgeois	16
" Richer vs Boudreau	23
" Valois vs Laplante	15

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 1.

ORDER IN COUNCIL :—Relating to the timber cut on Crown Lands, 26.

INSURANCE SOCIETY :—Parish of Saint-Alexis de Montcalm, Mutual Fire Insurance Coy, 10 ; Parish of Sainte-Famille de Wolfe, Mutual Fire Insurance Coy, 10.

NOTICE :—Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Coy, 25.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 12 ; Legislative Council, 11.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Expense Lumber Coy, 2 ; Rumely Products Coy, 2 ; Union Jewelry Coy, 2.

EXAMINATION :—BAR :—Bedford, 17 ; Montreal, 24 ; Quebec, 24 ; Three Rivers, 17.

FAILLIS —INSOLVENTS

Gervais	18
Hatem & David	25
Nicholson	19
Pantazi	18
Saad	25
Wartelsky	17

LETTERS PATENT :—

La Cie Théâtrale de Trois-Rivières, ltée	3
La Société Coopérative de Frais funéraires, ..	4
La Subdivision ltée	8
Montreal Cabinet Directory Coy	6
The Lauzon Dry Dock Land Coy	6

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or to erect :—Saint Antoine Abbé, township Franklin, 11 ; Saint Zotique, 11.

APPOINTMENTS :—

King's Counsel :—M. Paul Lacoste, 1.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—By René Faribault, 3.

PROCLAMATION :—Saint Jacques de l'Achigan, 26.

ROAD, CLOSING OF :—Road running along the north west bank of Lac des Sables, 1.

SHERIFFS' SALES :

JOLIETTE :—Chevalier et al vs Miss Gordon, 19 ; Lapierre vs Demers, 19.

OTTAWA :—Barrette (Dme) vs Fournel, 20.

PONTIAC :—Carey vs Charron, 20.

QUÉBEC :—Cité de Québec vs Roy dit Desjardins, 21.

SAINT-FRANÇOIS : —Beaulne vs Major, 21 ; Roy vs Fréchette et al, 21.

TERREBONNE :—Paquin vs Labelle, 22 ; Berthiaume vs Morel, 23.

OTTAWA :—Barrette (Dme) vs Fournel, 20.

PONTIAC :—Carey vs Charron, 20.

QUEBEC :—City of Quebec vs Roy dit Desjardins, 21.

SAINT-FRANCIS : —Beaulne vs Major, 21 ; Roy vs Fréchette et al, 21.

TERREBONNE :—Paquin vs Labelle, 22 ; Berthiaume vs Morel, 23.

